

Edito



Membre du bureau
de l'UFR

Sommaire :

P 1 : Edito

P 2 : Gratuité de la
scolarité ?

Prisonniers du tout
carcéral

P 3 : Quel est le
premier budget de
l'Etat ?

P 4 : Reconquête de
la Sécurité Sociale

P 5 : campagne UCR
sur la sécurité
sociale

P 6 : Les Français.es
ne sont pas des
pigeons

P 7 : 40 ans
d'Indecosa

P 8 : Tract UFR

P 10 : Appel du CNF

P 11 : Page Loisirs

P 12 :
Syndicalisation

« Israël se cache
derrière la shoah
pour justifier
l'indéfendable.
Après la guerre à
Gaza, il aura épuisé
son crédit moral »

Omer Bartov

Le changement de 1er ministre dans la continuité, L'action s'impose pour gagner l'enterrement de son budget !

Ce lundi 8 septembre une large majorité de députés ont décidé de ne pas voter la confiance au gouvernement de François Bayrou, du fait de l'injustice de son projet de budget. Pour la troisième fois en un an la France n'a plus de gouvernement. Une situation inédite sous la 5e République, résultat de la stratégie d'Emmanuel Macron et du patronat qui préfèrent fragiliser les institutions plutôt que de changer de politique.

Un budget de 40 milliards d'économie essentiellement porté par les salarié.es du privé et du public, les retraité.es taxé.es par le Premier ministre de « boomers » et responsables de la crise, diminution des budgets pour les services publics, la fonction publique « l'hôpital, l'éducation nationale », le doublement de la franchise sur les médicaments, la suppression de l'aide médicale d'état ...

40 milliards qui seront affectés à l'économie de guerre

Dans la foulée le chef de l'Etat nomme un nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, ancien ministre des armées du gouvernement Bayrou.

Alors que la protestation grandit dans le pays avec une forte mobilisation le 10 septembre, Emmanuel Macron poursuit sa politique d'austérité en nommant Lecornu comme Premier ministre, balayant ainsi d'un revers de main tout changement de politique.

Le ministre de l'Intérieur a mobilisé 80.000 policiers et gendarmes pour contenir les 200.000 manifestant.es, soit un policier pour 2 manifestant.es. C'est une provocation, presque la recherche de l'affrontement pour dénaturer le mouvement profond de mécontentement qui monte.

Le 10 septembre n'a été qu'est une première étape de la mobilisation, qui doit s'ancrer dans les entreprises, les collectivités, pour aller au contact de toutes et tous les salarié.es, de toutes et tous les retraité.es, pour poursuivre la mobilisation les jours suivants et préparer un 18 septembre, journée intersyndicale de grèves, de manifestations de grande ampleur, une journée à la hauteur des enjeux.

Pour un vrai budget de rupture qui réponde aux préoccupations et aux revendications des salarié.es, retraité.es, jeunes, étudiant.es, chômeuses et chomeurs, **imposons :**

- **La justice fiscale :** la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'actions, la remise à plat des 211 Mds d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu ;
- **La justice sociale** par l'abrogation de la réforme des retraites, première étape pour gagner la retraite à 60 ans et une sécurité sociale répondant aux besoins ;
- **Le financement de nos services publics**, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et notre politique culturelle ;
- **L'augmentation des salaires, des pensions**, des minima sociaux, l'égalité F/H et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer ;
- **La réindustrialisation**, la transformation environnementale de notre économie et l'arrêt des licenciements ;

La chute du gouvernement Bayrou le confirme : les travailleuses, les travailleurs, les retraité.es sont en position de force !

Emparons-nous massivement du 18 septembre pour faire entendre nos revendications !

Gratuité de l'école de la République, un concept bien théorique

L'association UFC-Que choisir a alerté dès le mois de juillet sur l'augmentation du prix des fournitures scolaires : les + 2 % constatés de juillet 2024 à 2025 pourraient se transformer en + 10 % dès la fin août !

Ce prix se maintient à un niveau élevé, dans le sillage de la forte hausse de 10 % intervenue en 2023, sur l'envolée des tarifs des matières premières, comme la pâte à papier.

Mais les prix des fournitures n'ont pas depuis baissé, alors que celui des matières premières est constaté aujourd'hui à son plus bas.

Le versement de l'Allocation de rentrée scolaire, dont près de 3 millions de familles devraient bénéficier, ne suffira pas à éponger les frais d'une rentrée scolaire toujours plus difficile pour les familles les plus modestes.

Le taux de pauvreté est au plus haut, avec 9 millions de personnes concernées en 2023, selon l'INSEE.

L'égalité et la fraternité de notre devise ont du plomb dans l'aile !

Christophe Couderc



Prisonniers du tout-carcéral

Ces temps de chaleur excessive sont pénibles. Imaginez que dans une chambre de taille moyenne de chez vous, il y ait 2 autres personnes, et peut-être encore une autre sur un matelas posé au sol. Ah, j'oubliais, les toilettes sont dans le même espace, et il y fait 30 degrés. Et parfois de petits « habitants » s'invitent (des cafards). C'est le quotidien des détenus des maisons d'arrêt en France. Notre pays est régulièrement condamné par la Cour européenne des Droits de l'Homme en raison des conditions indignes faites aux personnes emprisonnées. La surpopulation carcérale est endémique. Au 1^{er} octobre 2024, il y avait 79 631 détenus écroués pour 62 279 places opérationnelles, soit une densité carcérale globale de 127,9 %. La surpopulation atteint 155 % dans les maisons d'arrêt (qui abritent les personnes en détention provisoire avant jugement, et celles dont la peine est inférieure à 3 ans). La maison d'arrêt de Foix est au-dessus de cette

moyenne : avec 47 cellules et 59 places, elle compte 133 détenus, soit un pourcentage de 225,4 %. Il faut mentionner la détresse psychologique et morale, ainsi que le peu de temps d'activité proposé : dans ces maisons d'arrêt surpeuplées, un détenu passe en moyenne 22 h en cellule sur 24. Il n'a qu'1 h 40 d'activité par jour en semaine et 24 minutes le week-end, alors que le Conseil de l'Europe préconise un minimum de 8 h par jour.

Face à cette situation indigne, les gouvernements successifs n'ont eu qu'une obsession : construire toujours plus de places de prison. Course vaine : entre 1990 et 2023, le nombre de places a augmenté de 24 055, pendant que le nombre de détenus augmentait de 26 753. Gouffre financier : 15 000 places construites coûtent 4,5 milliards d'euros, tandis que 80 millions seulement sont consacrés à la rénovation des bâtiments. Le budget pour la construction représente 5 fois celui pour la réinsertion et la prévention de la récidive. En France, la prison reste la peine de référence. En dépit de son coût et d'un résultat contre-productif. Cette politique pénale répressive est à contre-courant de ce qui se fait en Europe. Il est temps de changer de logique, comme le préconise l'Observatoire International des Prisons. Cela demande de réduire le recours systématique à l'incarcération et une manière nouvelle de considérer les détenus comme des êtres humains.

Maryline Lambert

Reconquête de la Sécurité Sociale !

La sécurité sociale est notre bien social le plus précieux et il est urgent d'être à l'offensive pour, dans un premier temps, la reconquérir, puis de poursuivre les objectifs fixés lors de sa création.

Depuis 1945, la S.S. fait l'objet de nombreuses et incessantes attaques de la part des tenants du capitalisme et notamment du patronat et autres libéraux.

Les gouvernements successifs de droite ou pseudo sociaux-démocrates se sont empressés de légiférer pour détricoter pan par pan cette formidable construction : fin de l'unicité du régime et création des branches, fin de la gestion assumée par les salariés élus et transfert de la compétence financière sous la coupe budgétaire gouvernementale, projet de loi de finances pluriannuel enfermant le budget dans un carcan ne répondant plus aux besoins des assurés, etc. ...

Emmanuel Macron en Mozart de la petite musique patronale perpétue leurs partitions. Il affirme ainsi que le financement de notre modèle de sécurité sociale, issu du conseil national de la résistance, repose beaucoup trop sur le travail et suggère à son tour d'instaurer la TVA dite sociale. Le 'virtuose de la finance expert du déficit' remet au goût du jour cette vieille rengaine rétrograde et injuste revendiquée depuis de nombreuses années par le Medef. Déjà en 2007, l'ex-Président Sarkozy avait échoué dans sa tentative de création d'une TVA sociale. Qu'importe, l'actuel patron des patrons, Patrick Martin continue de prôner un financement de la sécurité sociale exonérant les entreprises et permettant d'augmenter leurs taux de profits sur le dos des salariés aussi bien actifs que retraités.

Bayrou ne pouvait passer inaperçu sur cet enjeu et souhaitait accorder encore plus d'exonérations de cotisations sociales (dites patronales), toujours au nom du sempiternel « coût du travail qui freine la compétitivité et les embauches ». On croit rêver, ou plutôt cauchemarder ! Cela fait 33 ans que les dispositifs d'exonération des entreprises s'empilent et se cumulent : 90 milliards d'euros d'exonération sont inscrites rien qu'à la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025, auxquels s'ajoutent 211 milliards d'euros d'aides publiques accordées aux entreprises. Dans le même temps, la part des cotisations « patronales » a chuté de sept points dans le PIB en 20 ans, sans impact sur la création d'emploi.

Depuis leur mise en place, les exonérations de cotisations sociales en tout genre n'ont jamais prouvé leur efficacité en termes de création d'emploi, bien au contraire.

Pour compenser la baisse des recettes de la caisse de sécurité sociale, ce gouvernement, sans confiance, envisageait de plus, d'aligner le taux de CSG appliqué aux retraités sur celui des actifs, soit un taux de 9,2% contre 8,3% actuellement. Rappelons qu'initialement les retraités n'étaient assujettis à aucune cotisation puisque leur retraite n'est en fait que la redistribution d'une partie du salaire socialisé pour lequel ils ont déjà cotisé, dans le cadre du système par répartition.

Selon les projections réalisées, un point de TVA équivaut à 8

milliards de prélèvement supplémentaire et un point de CSG équivaut à 10 milliards d'euros. Les retraités subissaient les 2 mesures.

Il comptait également appliquer une « année blanche », c'est-à-dire sans indexation des prestations sociales et des pensions sur l'inflation, doubler les franchises médicales, instaurer un panier de soins restreint pour les patients en affection longue durée (ALD) bénéficiant du 100% sécu-

Finale se sont les salariés actifs ou retraités et étudiants qui supporteraient l'ensemble des cadeaux aux entreprises, par la hausse de la CSG, de la TVA, autres taxes et suppressions de solidarités.

Mais ce n'est pas encore suffisant : Le gouvernement, par la voix de Catherine Vautrin (Ministre de la Santé, du travail, des solidarités et de la famille) déclarait fin juillet : « certaines branches de la sécurité sociale comme la maladie, l'autonomie et la famille doivent-elles continuer d'être financées essentiellement par le travail ? ».

Cette question, dans le droit fil des objectifs de feu Denis Kessler, est une nouvelle provocation. Celui-ci fut en outre, libéral, directeur général d'AXA et Vice-président du CNPF (ancêtre du Medef) et affirmait en 2011 : « il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR de 1945 ! ».

C'est bien cela que recherchent les chantres du libéralisme. Il leur faut en finir avec un financement de toutes les branches de la sécurité sociale reposant sur le salaire socialisé issu de la richesse créée par les salariés.

Le principe fondateur voulu en 1945 par le Ministre communiste du travail Ambroise Croizat était : « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

80 ans plus tard, ce principe n'a jamais été autant fragilisé par les différentes contre-réformes !

Combien de retraités ne peuvent pas se soigner correctement, voire, renoncent à le faire. Près d'un retraité sur quatre déclare avoir déjà reporté ou abandonné des soins pour des raisons financières.

Reconquérir la sécurité sociale, c'est redonner du sens au projet fondateur d'Ambroise Croizat pour protéger chacune et chacun de la naissance à la fin de vie, libérer les familles de l'angoisse du coût de la maladie et garantir l'égalité aux soins ;

La santé est un droit fondamental ; Ce n'est ni un privilège, ni une marchandise !

Pour les retraités comme pour les actifs, le 100% sécurité sociale est une bataille d'actualité, une bataille de justice sociale, une bataille de civilisation !

L'union fédérale des retraites des services publics s'inscrit pleinement dans cette reconquête en lien avec sa fédération, l'UCR et la Confédération.

80 ans après sa création, la sécurité sociale reste une revendication révolutionnaire et nous devons la défendre et la reconquérir !

Chères et Chers Camarades,

Dans un contexte où de plus en plus de retraité-es renoncent à se soigner faute de moyens, le lancement d'une grande campagne nationale de pétition pour le 100 % Sécurité sociale revêt un caractère important.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans notre processus mobilisation pour le droit à la santé, pour l'égalité d'accès aux soins et contre la marchandisation du système de protection sociale.

Pour assurer le succès de cette initiative, notre implication pleine et entière dans la diffusion de cette pétition est indispensable.

L'objectif est d'en faire une campagne visible, massive et porteuse d'espoir, afin de créer le rapport de force nécessaire pour gagner !

L'UFR Service public a décidé de prendre toute sa place dans la signature du plus grand nombre de cartes pétition.

C'est l'occasion également de proposer au retraité-es de se syndiquer à la CGT et aux futur-es retraité-es syndiqué-es de rester syndiqué-es une fois à la retraite.

Notre unité et notre mobilisation sont essentielles pour imposer nos revendications.

L'UFR



LA SÉCU, C'EST VITAL!

- Pour le maintien du système de retraite par répartition à prestations (droits) définies,
- Pour un droit à la santé et l'accès aux soins pour toutes et tous,
- Pour répondre aux besoins liés au vieillissement de la population et au grand âge,
- Pour donner les moyens suffisants à l'hôpital public,
- Pour la création de centres de santé pluridisciplinaires et publics,

DE L'ARGENT, IL Y EN A!



Monsieur le Premier ministre,

« La Sécurité sociale ne souffre pas de trop de dépenses, mais d'un manque de recettes. »

Avec l'UCR-CGT, j'exige :

- ➔ le retour au financement par les seules cotisations sociales, y compris sur l'intéressement, les primes et la participation (124 milliards d'euros) ;
- ➔ la suppression des 90 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales attribuées aux entreprises ;
- ➔ l'égalité salariale femmes / hommes (+6 milliards d'euros) ;
- ➔ le retour des élections des administrateurs/ices salarié-es.

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE SANTÉ, D'HÔPITAL PUBLIC, DE RETRAITE ET DE REVALORISATION DES PENSIONS

Je signe :

Nom

Prénom

Code postal

Retraité-e salarié-e

Signature

À remettre à un-e responsable de la CGT ou à envoyer à :
UCR-CGT - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex

Pourquoi les Français.es en ont-ils assez d'être pris pour des pigeons ?



Le Président Macron pendant ces 2 mandatures n'aura tenu aucune des promesses faites dans ses programmes électoraux.

Rappelez-vous qu'il avait mis dans ses priorités la réindustrialisation de la France. Dans ses discours l'industrie est un des piliers essentiels de l'économie afin de garantir l'indépendance et la souveraineté d'un pays. Il avait aussi promis de faire évoluer le cadre européen et d'investir dans des filières d'avenir.

Pourtant en 2024, le nombre de chômeurs en France est de 5,487 millions. (Dares du 26/12/2024). Alors le constat est simple, il n'y a plus de boulot, plus d'emplois, parce qu'il n'y a plus d'usines, plus d'industries.

« Ils » ont vendu la France à la découpe !!

Cette politique de démantèlement de nos industries ne date pas d'aujourd'hui. Depuis 2012, tous les gouvernements n'ont eu de cesse de vendre de nombreuses grandes entreprises dont des fleurons de l'industrie française à des groupes étrangers.

Par exemple, en 2014 ce sont 474 entreprises de l'hexagone qui ont été rachetées par des investisseurs étrangers soit une hausse de 32 % par rapport à l'année précédente. Si l'on prend

des chiffres plus récents ce sont 138 sociétés cédées en 2024 et déjà une trentaine en 2025. Mais au total ce sont plus de 1600 entreprises françaises qui ont été vendues à l'étranger et majoritairement à des fonds de pension américains.

Suivant un effet papillon, la disparition de ces industries a une conséquence directe sur le tissu économique qui voit une multitude de PME fermer, car leur activité était liée bien souvent à la sous-traitance de ces grands groupes.

Les conséquences sur l'emploi et les finances publiques sont lourdes, moins de création de richesse, moins de consommation, moins de taxes, moins de cotisations...

Mais où se trouve l'indépendance et la souveraineté de la France ?

Il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat selon le Gouvernement. Alors comment expliquer que 2373 aides publiques soient versées aux entreprises sans contrepartie et vont servir à verser des dividendes aux actionnaires. Ce sont 203,2 milliards d'euros en 2023 soit 7,2% du PIB.

Sans vergogne, Macron demande aux français de payer la note et de se serrer la ceinture.

De qui se moque-t-on ?

Christine Solaire

Voici quelques-uns de ces fleurons de l'industrie française vendus à l'étranger

- **Alstom énergie** (Numéro 1 mondial des turbines pour les réacteurs nucléaires) vendue à l'américain General Electric.
- **Arcelor** (leader mondial de l'acier) vendue à l'indien Mittal Steel
- **Pechiney** (leader mondial de l'aluminium) vendue au canadien Alcan
- **Sanofi Opella**, vendue à un fonds d'investissement américain.
- **Alcatel Lucent**, vendu aux finlandais Nokia (- 600 emplois)
- **Les Chantiers navals de l'Atlantique**, vendus aux Norvégiens Aker Yards puis aux Coréens STX Shiprepairing puis à l'Italien Fincantieri
- **Lafarge**, numéro 2 mondial du ciment, vendu au Suisse Holcim
- **Le Club Med** vendu à la Chine.
- **Rossignol** numéro 1 du ski, vendu à l'Américain Quick Silver.
- **Yoplait** vendu à l'américain General Mills
- **Teisseire** spécialiste des boissons non alcoolisées vendu au britannique Britvic
- **Amora Maille** spécialiste de la moutarde vendue au géant néerlandais Unilever
- **Parfums Marionnaud** vendu aux Chinois (- 800 emplois).
- **Latécoère**, spécialiste historique de l'aéronautique, vendue au fond d'investissement américain Sear Chlight Capital Partner qui détient aujourd'hui 66 % du capital. Délocalisation au Mexique et en République Tchèque (- plusieurs centaines d'emplois).
- **Omnic**, français, spécialiste des semi-conducteurs pour l'industrie spatiale et les télécoms, vendu aux américains.

- **Heico**, spécialiste des équipements pour l'industrie spatiale, Telecoms, médicale etc... vendu aux américains pour 453 M d'€ .
- **Exxelia** (spécialiste des composants pour l'aérospatiale et le médical) vendue aux américains.
- **Technip**, fleuron de l'ingénierie pétrolière, vendue à l'américain FMC
- **Adit**, (intelligence économique) vendue au Canadien Sagard.
- **Proxinvest** (spécialiste du conseil de vote) vendu à l'américain Glass Lewis
- **Plüm** (fournisseur d'énergie) vendu aux britanniques Octopus Energy.
- **Reden Solar** (spécialisé en photovoltaïque) vendu à un consortium d'investisseurs australiens, allemands et canadiens.
- **Segault** (spécialisé dans les robinets industriels) vendu à l'américain FlowServe
- **Ascoval** (aciérie) vendue au groupe britannique British Steel Limited, puis à Liberty Steel, puis racheté par l'allemand Saarlöh AG.
- **Vencorex** vendu au chinois Wanhua avec brevets et procédés industriels de ce fleuron de l'industrie chimique française. entreprise, 2000 postes de salarié.es en aval et 6000 en amont sont menacés en France .
Etc, Etc...

(Source : Patrick Champagnac #LesFrançaisEnColère).

Le livret des 40 ans d'histoire
d'Indecosa : A retrouver sur le site



40 ANS INDECOSA CGT

**« PORTER UN REGARD
SUR LE PASSE ET
PREPARER L'AVENIR
1979 A 2019 »**

Dans le cadre du 40^e anniversaire de la création d'Indecosa CGT, nous avons interrogé d'anciens responsables d'Indecosa CGT et des militants d'aujourd'hui. Toutes et tous ont contribué au développement de notre association, nous les en remercions.

Martine Sellier, Présidente d'Indecosa CGT

Stop aux politiques d'austérité
Non au projet Macron/Bayrou de 40 Milliards
de baisse de la dépense publique
Oui à la justice sociale et fiscale
Oui à la taxation des grandes fortunes, actionnaires



L'HEURE EST À LA MOBILISATION ET À L'ACTION **LES 10 ET 18** **SEPTEMBRE**

C'est dans ce contexte international dramatique et en pleine période de congés que le gouvernement, au service du patronat, a annoncé un budget d'une violence inédite : vol de 2 jours fériés ; doublement des franchises médicales ; gel du salaire des fonctionnaires, des pensions des retraité-es, de toutes les allocations sociales (aides au logement, allocations familiales, allocation adulte handicapé...) ; réforme de l'assurance chômage ; suppression de 3000 postes de fonctionnaires avant des dizaines de milliers d'autres ; coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la culture ; volonté affichée de remettre en cause la 5^e semaine de congés payés et de précariser toujours plus les contrats...

Si ce budget était adopté, chacune et chacun perdrait plusieurs centaines d'euros en 2026, nos services publics et notre système de protection sociale seraient considérablement affaiblis. Dans les territoires d'outre-mer, ce serait la double peine : de violentes baisses de revenus alors que les prix sont déjà beaucoup plus élevés. **Parmi toutes ces mesures, plusieurs touchent de plein fouet les retraité-es :**

- **Baisse des pensions** : les retraites ne suivent plus l'augmentation des prix, plongeant toujours plus de retraité-es dans la précarité.
- **Accès à la santé de plus en plus restreint** : remboursements, franchises médicales en hausse, manque de médecins et fermetures d'hôpitaux.

- **Services publics en recul** : transports, énergie, aides à domicile, services de proximité... autant de droits indispensables aux retraité-es qui disparaissent ou deviennent hors de prix.

Mais pourquoi une telle cure d'austérité ?

Parce qu'Emmanuel Macron a multiplié les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises tout en engageant une augmentation massive des budgets militaires au profit des vendeurs d'armes, Américains et autres...

Nous refusons, encore une fois, que le monde du travail soit sommé de passer à la caisse : c'est aux grandes entreprises et aux actionnaires, qui se gavent de l'argent public et des dividendes, de payer !

Les salarié-es, actif-ves comme retraité-es, ont très vite compris qu'une fois de plus elles et ils allaient devoir se serrer la ceinture et passer à la caisse. Près de 80 % des français-es rejettent le plan d'austérité Macron/Bayrou.

Aussi, en mauvais VRP, le Premier ministre utilise tous les stratagèmes, y compris mensongers et fallacieux, pour faire avaler la pilule aux Françaises et Français. C'est ainsi qu'il accuse les retraité-es « boomeurs » d'être responsables du déficit public. Ces propos sont indignes d'un Premier ministre de la République française et constitue une véritable provocation inacceptable ! Ce ne sont pas les retraité-es qui sont à l'origine des déficits publics. Bien au contraire, toute leur vie, elles et ils ont cotisé, travaillé,

contribué au développement économique du pays, participé au financement de la protection sociale, des services publics et la solidarité nationale... Les mesures d'austérité annoncées par le 1^{er} ministre et son gouvernement vont intensifier et aggraver les difficultés rencontrées par de nombreux et nombreuses retraité-es déjà en grande souffrance.

Aujourd'hui, plus d'un million de retraité-es vivent sous le seuil de pauvreté. Beaucoup doivent choisir entre se chauffer, se nourrir ou se soigner.

- 50 % des 17,3 millions de retraité-es ont des pensions en dessous du SMIC, et 1,4 million sont considérées comme pauvres, c'est-à-dire avec des retraites inférieures à 965 €.
- Dans la fonction publique territoriale, la pension moyenne est de 1263 euros mensuels.
- 50 % des retraité-es sont en dessous de 1250 euros mensuels et 30 % sont au « minimum garanti », en majorité des femmes.

Dans le même temps, d'autres bénéficient de belles rémunérations.

- 82 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires.
- Les entreprises ont reçu 213 milliards d'euros d'aides publiques sous forme d'exonérations de cotisations sociales, de baisses d'impôts, etc., sans contrepartie, ni sur l'investissement ni sur l'emploi ni sur les salaires.
- ...

Aujourd'hui et demain, et quel que soit le gouvernement en place, il faut en finir avec des politiques d'austérité qui frappent toujours les mêmes, les salarié-es, les retraité-es, les demandeurs d'emploi ! Les finances publiques souffrent d'un manque de recettes. Il est grand temps d'imposer une véritable justice sociale et fiscale.

Aussi, l'heure est plus que jamais à la mobilisation !

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT souhaite que cette journée soit une première étape réussie. Elle appelle donc ses syndicats à débattre

avec les salarié-es et à construire la grève partout où c'est possible.

Nous savons bien qu'une seule journée de mobilisation ne sera pas suffisante, un véritable processus de mobilisation est nécessaire pour gagner. **La CGT, avec l'ensemble des organisations syndicales en responsabilité, appelle à une journée de mobilisation et de grève le jeudi 18 septembre.**

L'union fédérale des retraité-es CGT des services publics appelle solennellement les retraité-es

de la fonction publique territoriale et du secteur privé du logement, de l'eau, du secteur funéraire, **à manifester** en masse aux côtés des actifs-ves **les 10 et 18 septembre**, à participer aux initiatives à caractère syndical qui seront organisées dans les prochaines semaines, à donner un prolongement à leur engagement en se syndiquant à la CGT.

Tous les ingrédients sont réunis pour gagner ! Prenons les choses en main pour imposer nos exigences sociales et environnementales.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT SONT JUSTES :

- ▶ Pas de salaire et de pension en dessous du salaire minimum fixé à 2 000 euros mensuels ;
- ▶ 10 % d'augmentation immédiate ;
- ▶ 300 euros immédiats de rattrapage de perte du pouvoir d'achat sur les pensions ;
- ▶ Des mesures permettant de préserver et de pérenniser la caisse de retraite CNRACL ;
- ▶ Développement des services et emplois publics (statutaires) permettant de répondre aux attentes des citoyen-nes et aux enjeux des transitions sociales, écologiques ;
- ▶ L'arrêt des exonérations des cotisations sociales patronales ;
- ▶ L'égalité salariale femmes/hommes.

BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité-es CGT des Services publics



Nom Prénom.....
 Adresse postale.....
 Code postal Ville.....
 Adresse mail : @
 N° de téléphone
 Branche professionnelle d'origine



JE FLASHE LE CODE POUR ME SYNDIQUER

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics – Union fédérale des retraité-es**
 Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX - ufr@fdsp.cgt.fr

Appel du Comité National Fédéral.

Une première journée de grève et de mobilisation réussie !

La journée du 10 septembre 2025 a été marquée par une mobilisation massive à travers tout le pays. À Amiens (4 000), Angers (5 000), Toulouse (30 000), Marseille (80 000), Lille (40 000), Paris (plus de 100 000), Saint-Étienne (6 800), Besançon (10 000), La Rochelle (2 000)... des milliers d'agents territoriaux, de salarié-es et de citoyen-nes se sont mobilisé-es pour affirmer leur rejet du budget de guerre

Ce succès s'est aussi mesuré par un nombre record de préavis de grève remontés à la permanence de la Fédération des Services publics : plus de 50 % des Coordinations Syndicales Départementales (CSD) ont déposé un préavis, souvent valable jusqu'à la fin du mois de septembre. Plusieurs dizaines de syndicats ont intégré leur propre cahier revendicatif local, créant ainsi les conditions de réelles avancées locales.

Dans la petite enfance, l'animation, les écoles, les bibliothèques : partout, des taux de grévistes significatifs ont été constatés. Le 10 septembre, les territoriaux ont pleinement pris part à cette première mobilisation réussie.

Une mobilisation qui ouvre une dynamique.

Les débats du CNF ont confirmé que cette journée n'est pas une fin en soi, mais une étape dans la construction d'un rapport de force à même d'en finir avec cette politique. Il nous faut maintenant renforcer ce mouvement dans nos collectivités et établissements publics, en organisant partout des discussions avec les agent-es, les salarié-es du privé comme du public, pour convaincre de la nécessité de faire grève et de participer aux mobilisations interprofessionnelles et intersyndicales, notamment celle du 18 septembre.

Nos revendications restent claires et urgentes

- Abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique, qui attaque le statut, le temps de travail et les carrières.
- Abrogation de la réforme des retraites.
- Dégel du point d'indice et augmentation immédiate à 6 euros.
- Un véritable plan pour les services publics, pour l'emploi, les salaires et la justice sociale.

Nous le disons clairement : la satisfaction de ces revendications passe par un mouvement social de classe, large, massif, face aux politiques actuelles comme aux précédentes.

Lutter contre les discours mensongers

Le Rassemblement National, avec son imposture sociale et économique, doit être démasqué. Il tente de détourner la colère sociale, mais la réalité est simple : « Nicolas paye », mais Jawad et Sonia aussi. Le patronat ne fait aucune distinction quand il s'agit de nous exploiter.

Nous devons combattre les idées toxiques relayées par la fachosphère : NON, l'administration de l'État et les services publics ne sont pas "obèses"¹.

C'est le patronat qui l'est, avec 211 milliards d'euros d'aides publiques sans contrepartie.

Agir ensemble, partout

Nos participations aux assemblées, aux initiatives citoyennes, sont essentielles. Ce sont autant d'espaces d'éducation populaire pour faire connaître nos analyses, nos revendications, notre projet de société.

Peu importe le gouvernement, peu importe le Premier ministre, tant que Macron ne nous proposera que des politiques d'austérité pour financer l'économie de guerre. Ce que nous exigeons, c'est un changement radical de politique, en faveur de la justice sociale, des services publics, de l'emploi, des salaires et de la paix.

Construisons la suite

Le Comité National de la Fédération CGT des Services Publics appelle l'ensemble de ses syndicats à :

- Organiser des assemblées générales et des heures d'information avec les agent-es et salarié-es.
- Discuter de la situation actuelle et de nos revendications.
- Préparer la grève, le blocage des services publics et la mobilisation du 18 septembre.
- Réfléchir collectivement aux suites du mouvement.

Ensemble, renforçons le rapport de force ! Pour nos droits, nos salaires, nos services publics !

1 - Selon l'expression du député RN Christophe Bentz, reprise par la fachosphère

Votre page Loisirs

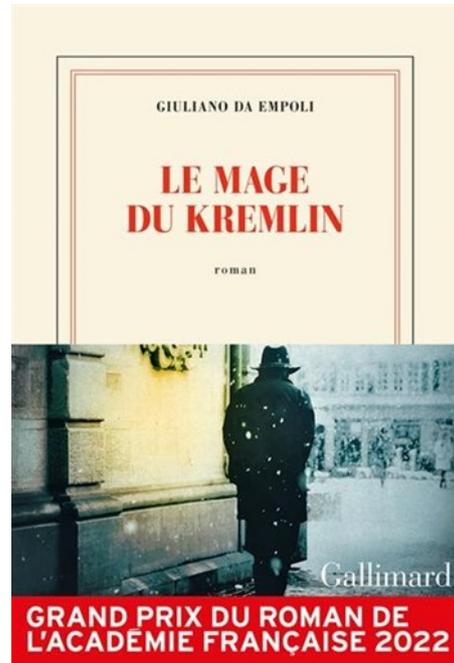
Mots mêlés Syndicalisme

S Y N D I C A L I S M E R
O R G A N I S A T I O N S
L D R I G H T S R A A E E
I T A N S C O N V E N T I
D E M O C R A T I E L L A
A C T I O N S T A T U T S
R A P P R O C H E M E N T
E X I G E N C E S S O L I
S R E P R E S E N T A T I
T A M I N I S T R A T I Q
I O N U T I L I S A T I O
O U E R E F O R M E N T S
N O N D I S C R I M I N A
S A L A R I A L I T E S S
S Y N D I C A T S I N T E
A L I S M E S S O C I A U

Liste des mots à trouver

1. Syndicalisme
 2. Organisation
 3. Droits
 4. Action
 5. Statuts
 6. Représentation
 7. Exigences
 8. Réformes
 9. Salariaux
 10. Syndicat
 11. Convention
 12. Démocratie
 13. Proche
 14. Ministériel
 15. Solidarité
 16. Négociation
 17. Mobilisation
 18. Activisme
 19. Consultation
- Pluralisme

Un peu de lecture



Le mage du Kremlin

On l'appelait le « mage du Kremlin ». L'énigmatique Vadim Baranov fut metteur en scène puis producteur d'émissions de télé-réalité avant de devenir l'éminence grise de Poutine, dit le Tsar. Après sa démission du poste de conseiller politique, les légendes sur son compte se multiplient, sans que nul puisse démêler le faux du vrai. Jusqu'à ce que, une nuit, il confie son histoire au narrateur de ce livre...

Ce récit nous plonge au cœur du pouvoir russe, où courtisans et oligarques se livrent une guerre de tous les instants. Et où Vadim, devenu le principal *spin doctor* du régime, transforme un pays entier en un théâtre politique, où il n'est d'autre réalité que l'accomplissement des souhaits du Tsar. Mais Vadim n'est pas un ambitieux comme les autres : entraîné dans les arcanes de plus en plus sombres du système qu'il a contribué à construire, ce poète égaré parmi les loups fera tout pour s'en sortir.

De la guerre en Tchétchénie à la crise ukrainienne, en passant par les Jeux olympiques de Sotchi, *Le mage du Kremlin* est le grand roman de la Russie contemporaine. Dévoilant les dessous de l'ère Poutine, il offre une sublime méditation sur le pouvoir.



Je suis
RETRAITÉ·E
OU FUTUR·E RETRAITÉ·E
de la Fonction publique
territoriale (commune, intercommunalité,
 métropole, région, département, SDIS)

RETRAITÉ·E OU FUTUR·E
RETRAITÉ·E du secteur privé
 (logement social, entreprises privées de l'eau ou du funéraire)
ceci me concerne !

Enfin, me voilà à la retraite, tant attendue, tant désirée ou sur le point de l'être !

Bienvenue dans cette nouvelle tranche de vie où nous sommes libéré·es des contraintes liées au travail et pouvons savourer le temps de vivre !

Comme la vie de retraité·e n'est pas en dehors de la société et de ses injustices, les revendications syndicales gardent toute leur actualité :

- avec des problématiques propres aux retraité·es telles que : le montant des pensions de retraite, la prise en charge de la perte d'autonomie, la défense de la CNRA et son Fonds d'Action sociale,
- mais également pour l'accès à un logement, aux transports, la défense de la sécurité sociale, les services publics de proximité, l'accès aux soins pour tous et de qualité, l'accès à la culture et aux sports...

Être syndiqué·e CGT à la retraite, c'est se battre pour ses revendications, garder le lien avec les actif·ves, mais avoir aussi un espace d'échanges, de rencontres, de fraternité, de solidarité, de camaraderie entre les adhérent·es et militant·es CGT.

Rester syndiqué·e ou se syndiquer à la retraite te permettra de recevoir les informations de l'UFR, le journal *Ensemble*, le *Service public magazine* et l'ensemble des informations de l'organisation CGT. Le magazine *Vie Nouvelle* est aussi un outil de qualité indispensable pour lequel tu pourras choisir entre l'abonnement individuel ou collectif avec la section de ton syndicat.

Si le montant de la cotisation peut paraître un frein à ton adhésion, sache que ta cotisation annuelle te donne droit à une réduction d'impôt ou un crédit d'impôt à hauteur de 66%.

BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics

Retraité·e isolé·e ? NON ! Retraité·e syndiqué·e ? OUI !

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

Mon pouvoir d'achat - Ma retraite - Ma santé - Mes besoins quotidiens

JE ME SYNDIQUE À LA CGT



Nom Prénom.....
 Adresse postale.....
 Code postal Ville

Adresse mail @.....
 N° de téléphone

Branche professionnelle d'origine

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics – Union fédérale des retraité·es**
 Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX - ufr@fdsp-cgt.fr